



Nord-Pas-de-Calais -
Picardie



Analyse pluriannuelle des coûts de production du lait

ANALYSE REALISEE A PARTIR DE 55 EXPLOITATIONS LAITIERES DU NORD-PAS-DE-CALAIS ET DE PICARDIE DE 2011 A 2013

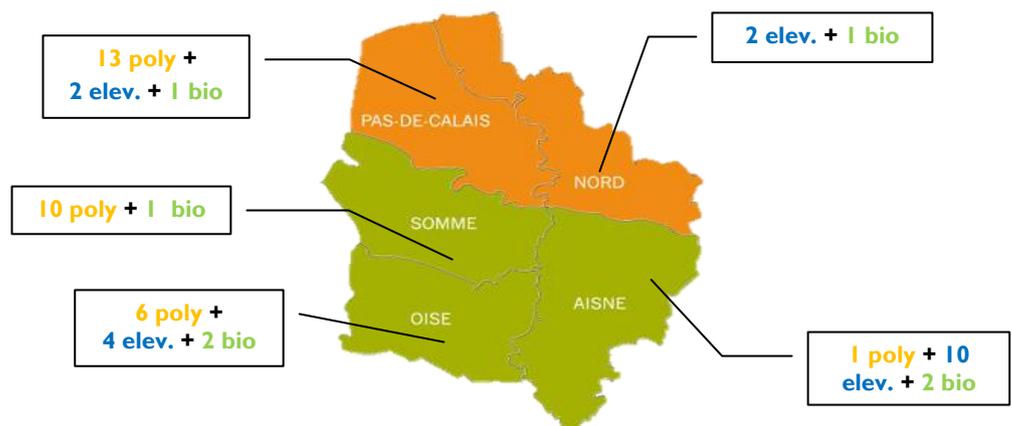
Le contexte économique de la filière laitière est soumis à d'importantes pressions : prix des matières premières en augmentation mais aussi fluctuation du prix du lait. Les coûts de production permettent de se situer et ainsi, d'orienter son atelier afin d'optimiser les charges et de sécuriser son revenu.

Dans cette analyse, 41 exploitations laitières sont issues des Réseaux d'Elevage Inosys et 14 proviennent de groupes techniques de développement. L'échantillon a été séparé en 2 systèmes : éleveurs (SFP/SAU > 65 %) ou polyculteurs (SFP/SAU < 65 %). Les exploitations en filière biologique, au nombre de 7, ne présentant pas les mêmes problématiques feront l'objet d'un commentaire ciblé.

L'ÉCHANTILLON

Afin de gommer les jeux de fiscalité et d'être proche de la trésorerie réelle des exploitations, l'étude est basée sur le coût de fonctionnement; les amortissements ne sont donc pas pris en compte et sont remplacés par les annuités.

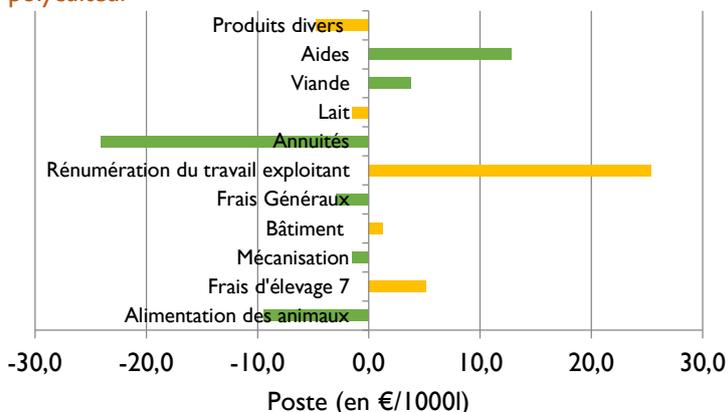
> Descriptif technique et localisation des exploitations



> Résultats des 55 exploitations Nord-Pas-de-Calais et Picardie, moyenne de 2011 à 2013

| Echantillon | Polyculteurs | Éleveurs | Biologiques |
|--|--------------|-----------|-------------|
| Nb d'exploitations | 30 | 18 | 7 |
| SAU (ha) | 141 | 88 | 85 |
| Dont SFP (ha) | 36 | 78 | 75 |
| SFP/SAU (%) | 25 % | 87 % | 88 % |
| Lait livré (x 1 000 l) | 583 | 478 | 272 |
| Nb de VL | 71 | 63 | 56 |
| Lait produit par vache (l/VL) | 8 272 | 7 520 | 5 094 |
| Chargement corrigé (UGB/SFP) | 2,0 | 1,5 | 1,0 |
| UMO (dont lait) | 2,3 (1,6) | 2,0 (1,7) | 2,1 (1,8) |
| Dont UMO salariée (dont lait) | 0,4 (0,3) | 0,3 (0,2) | 0,2 (0,2) |
| Prix lait vendu (€/l 000 l) | 350 | 349 | 469 |
| Productivité MO (x1 000 l prod. /UMO lait) | 375 | 286 | 144 |

> Différences du poids des postes entre les éleveurs par rapport aux polyculteurs (48 exploitations) : Par exemple, sur le poste alimentation des animaux, un éleveur a 9 €/1 000 l de moins qu'un polyculteur



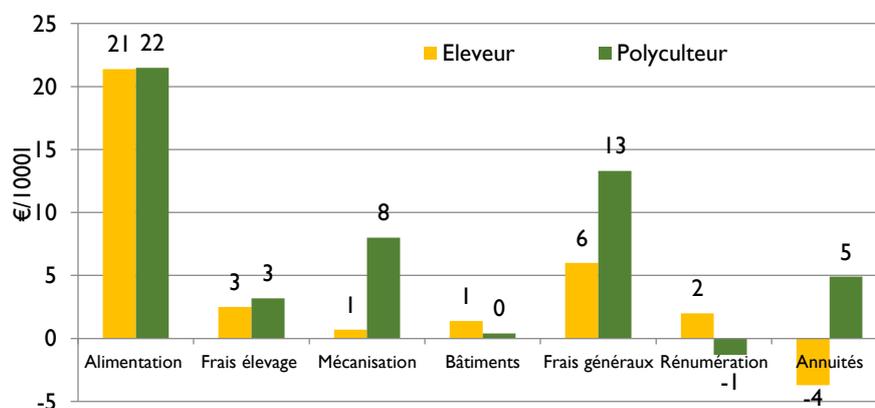
Les deux systèmes (éleveur et polyculteur) se différencient fortement par leur structure d'exploitation : proportion et surface de la SFP, productivité, main d'œuvre... En effet, les exploitations spécialisées élevage (avec une part de SFP importante) produisent un peu moins de lait et diluent donc moins leurs charges que les polyculteurs (rémunération du travail exploitant, bâtiment). Néanmoins, le poste alimentation est mieux optimisé, cela peut-être dû au niveau d'intensification et à la valorisation des surfaces (pâtures).

POSTES A VARIATION

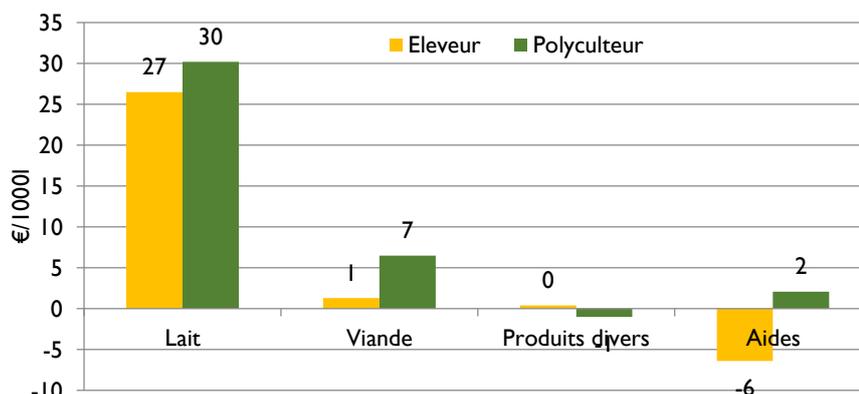
Sur les graphiques ci-dessous, nous pouvons voir l'évolution des postes de charges et de produits des deux systèmes de 2011 à 2013. Il est à noter qu'il y a peu de différence entre les polyculteurs et les éleveurs sur la majorité de ces postes. La tendance générale sur ces 3 ans est l'augmentation progressive des charges. En effet, le coût de fonctionnement a augmenté de 7 %, chez les éleveurs comme chez les polyculteurs. Il est à noter que le poste alimentaire est celui qui subit le plus de variations, puisqu'il est corrélé au prix des concentrés, en forte augmentation (+ 130 €/T du tourteau de soja entre 2011 à 2013).

Le problème majeur reste la fluctuation du prix du lait qui peut gagner ou perdre jusqu'à 30 €/1 000 l d'une année sur l'autre. L'effet inter-exploitation de ce dernier est encore plus important avec un écart pouvant atteindre 70 €/1 000 l entre deux exploitations et la même année, ce qui impacte fortement la couverture des charges et la rémunération de l'exploitant.

> Evolution des charges de 2011 à 2013 (48 exploitations NPdC-Picardie)



> Evolution des produits de 2011 à 2013 (48 exploitations NPdC-Picardie)

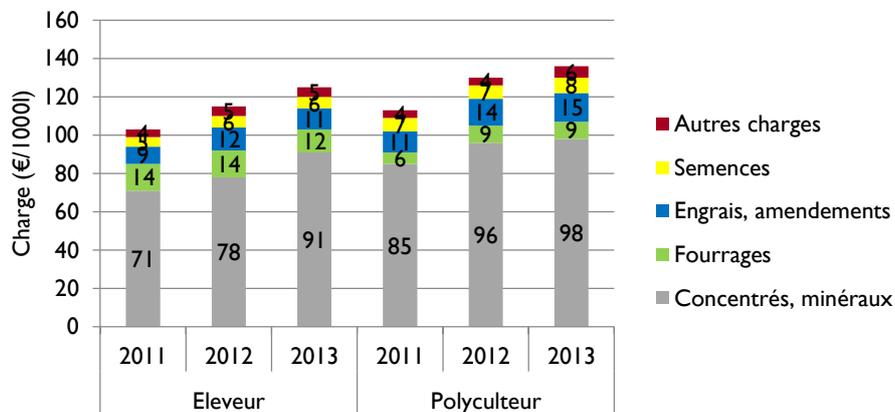


Chaque poste va être détaillé afin d'évaluer les variations, si elles sont positives ou négatives et identifier les sources de ces écarts.

ALIMENTATION DES ANIMAUX

Le poste d'alimentation des animaux comprend à la fois les travaux réalisés sur les surfaces fourragères (herbe, maïs, betterave fourragère...) et les achats de concentrés et fourrages. Sur le graphique ci-dessous, on remarque qu'en 3 ans, les charges ont fortement augmenté avec + 21,5 €/1 000 l en moyenne, ce qui correspond à + 18 % de la valeur de ce poste.

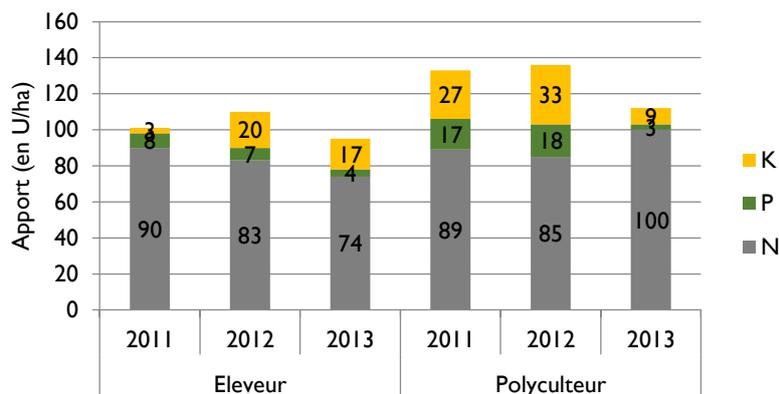
- > Evolution du poste « Alimentation » (48 exploitations Nord-Pas-de-Calais et Picardie)



Sous-poste : approvisionnement des surfaces

Sur ce sous-poste comprenant les engrais, semences et produits phytosanitaires des surfaces fourragères, on remarque bien une légère augmentation 5 €/1 000 l en 3 ans, mais celles-ci correspondent aux évolutions du marché. Il n'y a pas eu de changement important dans les pratiques (niveaux de fertilisation, type d'engrais).

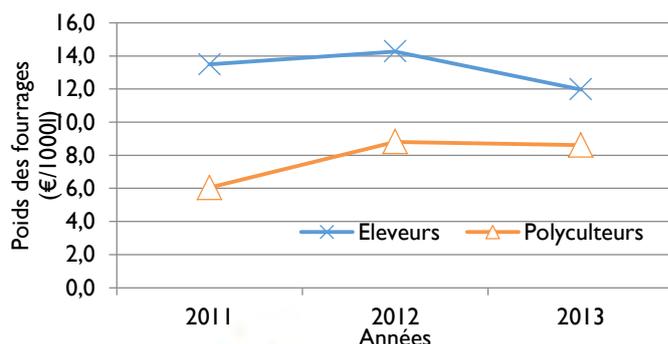
- > Evolution des apports entre 2011 et 2013 (48 exploitations, NPdC et Picardie)



Sous-poste : Approvisionnement des animaux

Le poste d'approvisionnement des animaux est influencé par l'achat de fourrages et de concentrés. Les achats de fourrages ne sont pas systématiques à toutes les exploitations. Ils peuvent être corrélés à un potentiel limitant qui fragilise l'état des stocks de manière conjoncturelle, ou à l'achat de coproduits de type pulpe pour libérer des surfaces en culture ou produire plus de lait à surface constante.

- > Variation d'achats de fourrages (à partir de 48 exploitations NPdC-Picardie, de 2011 à 2013)



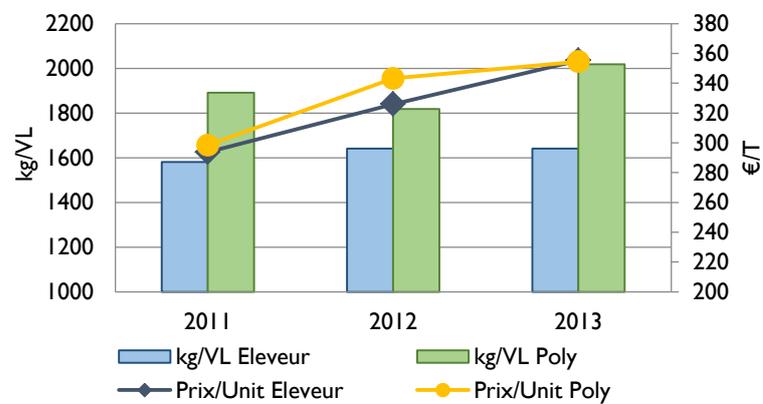
Les éleveurs achètent globalement plus de fourrages que les polyculteurs pour deux raisons. En fonction des zones géographiques, certains ont des potentiels et des surfaces plus limitant (Bouonnais), ne permettent pas de toujours couvrir les besoins du troupeau sur une année complète. Période sèche, mauvaise récolte, conditions climatiques défavorables au pâturage sont d'autant plus de facteurs qui font varier ces achats d'une année sur l'autre. En Thiérache, les achats de fourrages sont plutôt dûs aux augmentations de produit lait à surface équivalente.

- Les charges en concentrés ont augmenté chez les éleveurs comme chez les polyculteurs : + 21 €/1 000 l, + 9 €/1 000 l. L'augmentation de ce poste s'explique par la hausse des prix du marché (+ 130 €/t en 3 ans pour le tourteau de soja), mais également par l'apport plus conséquent de concentrés. En effet la quantité de concentré par vache est passée de 1 890 à 2 020 kg/VL pour les polyculteurs, et 1 580 à 1 640 kg/VL pour les éleveurs ; alors que dans le même temps la production par VL a baissé respectivement de 270 l/VL et de 150 l/VL.

Les systèmes polyculteurs ont augmenté la quantité de concentrés distribués, ce qui peut-être dû à une volonté de produire plus : en effet, les prix du lait sont en hausse en 2013 et ont motivé certains agriculteurs à augmenter leur production laitière. Par contre, pour les éleveurs, 2013 fut une année aux qualités fourragères moyenne où une compensation par les concentrés a pu être faite.

Afin d'optimiser l'utilisation des concentrés, il est important d'optimiser l'ingestion des fourrages et de rationner l'apport en concentrés afin qu'ils soient bien valorisés. Il est donc essentiel de connaître les valeurs alimentaires des fourrages (ensilage d'herbe ou de maïs, foin) mais aussi des concentrés en réalisant une analyse. Des économies peuvent-être possibles en réalisant des achats groupés avec d'autres éleveurs, en achetant en quantité plus importante, en stockant ou en achetant des matières premières

> Quantité de concentré apporté et prix des concentrés (48 exploitations NPdC et Picardie)



Une bonne gestion du poste alimentation permettra aussi de réduire les troubles métaboliques et les problèmes sanitaires pouvant peser sur la production et la reproduction, ainsi que sur le poste frais d'élevage.

BATIMENT

Le poste bâtiment comprend les charges d'eau, d'électricité, de gaz et de l'entretien des bâtiments et des installations. Les charges sur ce poste sont globalement restées stables sur ces 3 années : les polyculteurs sont restés aux environs de 14 €/1 000 l sur 3 ans et les éleveurs ont augmenté de 2 €/1 000 l, passant de 14 à 16 €/1 000 l en 2013.

Chez les éleveurs, l'origine de cette légère augmentation est dû aux charges en électricité et en gaz puisqu'elles gagnent à elles seules près d'1,5 €/1 000 l en 3 ans. De plus, le prix de l'électricité augmentant chaque année (+ 7 % entre 2011 et 2013) peut être une autre source de variation.

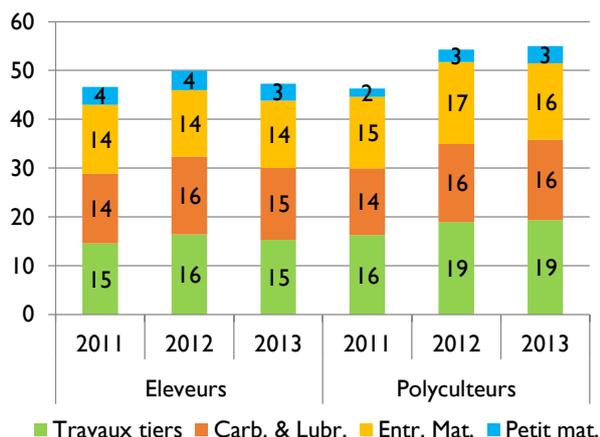
ANNUITES

Le coût de fonctionnement prend en compte le remboursement des emprunts de l'atelier lait. Les polyculteurs ont augmenté ce poste de 5 €/1 000 l en 3 ans alors que chez les éleveurs il y a une baisse de 4 €/1 000 l. Ce recul peut s'expliquer par une baisse d'investissement de la part des éleveurs face à la situation économique plus difficile des exploitations spécialisées.

MECANISATION

Ce poste fait l'objet de plus d'écart entre les éleveurs et les polyculteurs en terme d'évolution. En effet, les éleveurs ont des charges stables autour de 47 €/1 000 l.

Du côté des polyculteurs, il y a eu + 8 €/1 000 l en 3 ans ce qui traduit une forte augmentation du poste mécanisation. Avec une moyenne à 51 €/1 000 l, ce poste augmente de 16 % sur 3 ans.



Cette augmentation est liée à chaque sous-poste qui a augmenté de l'ordre de 2 à 3 €. La consommation de carburant est passée de 16 000l en 2011 à 19 000l en 2013. Cela peut-être dû aux conditions de travail dans les champs, et aux matériels de distribution.

Le poste d'entretien du matériel est souvent lié au vieillissement du matériel et à son rythme de renouvellement. Le poste de travaux tiers est lié à la délégation en CUMA ou ETA. La vente du matériel en propre doit y être associée pour réduire son parc matériel et avoir un impact bénéfique sur ses charges.

FRAIS D'ELEVAGE

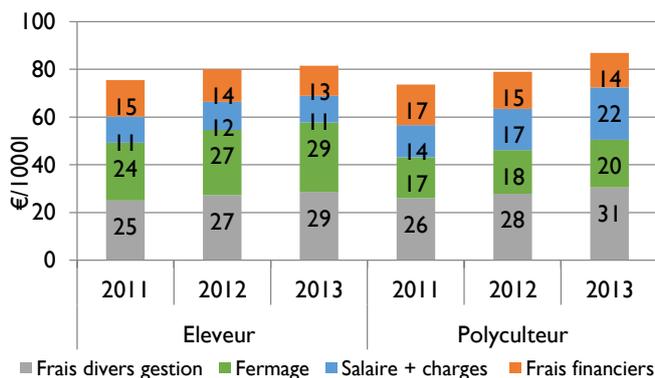
Ce poste comprend à la fois les frais d'insémination, de vétérinaire (produits, honoraires) et des frais d'hygiène en salle de traite. On remarque une augmentation de 2 ou 3 €/1 000l dans chaque système qui peut s'expliquer par l'augmentation des frais d'insémination et vétérinaires qui ont respectivement gagné 2 et 6 €/VL sur la même période.

FRAIS GÉNÉRAUX

Le poste des frais généraux comprend les frais financiers, les charges salariales, les fermages et les frais divers de gestion.

Le poste des frais généraux est un poste de charges important et en augmentation. Malgré l'accroissement de la productivité, ces frais sont en croissance (+ 7 €/1 000l pour les éleveurs, + 13 €/1 000l pour les polyculteurs en 3 ans). Cette augmentation est cohérente avec les prix du marché : en effet, le montant des salaires fixes (SMIC), location, frais divers suivent cette même augmentation. Néanmoins, les frais financiers sont en régression et cela peut traduire la baisse, des investissements dans l'élevage laitier, la baisse des taux et du nombre de court terme.

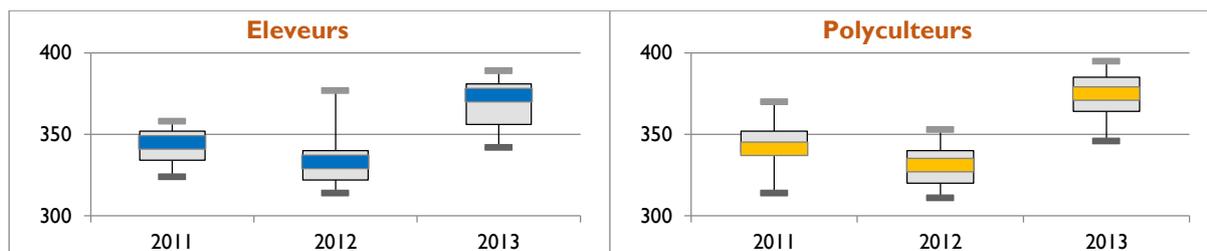
> Evolution des frais généraux (48 exploitations, NPdC Picardie)



PRIX DU LAIT

Le prix du lait est très variable d'une année sur l'autre et entre les éleveurs. Ces écarts peuvent-être dû à des pénalités de qualité (taux, cellules, germes) et également des politiques de laiterie différentes : il peut y avoir jusqu'à 70 €/1 000l d'écart entre les exploitations.

Ci-dessous, peuvent être observés les écarts entre les extrêmes et les tiers sur ces 3 années (premier et neuvième décile, quartiles et médiane) :



En 2013, la création du quota B dans certaines laiteries peut également creuser certains écarts : les litres produits sur ce quota peuvent être plus ou moins rémunérés que ceux du quota A et de ce fait, peuvent faire varier la moyenne du prix payé par la laiterie. Certaines laiteries ont également effectué des avances de paiement, ce qui peut influencer le prix du lait payé.

De plus, les dates de clôture comptables ne sont pas identiques pour les 2 systèmes : la moyenne des clôtures pour les éleveurs se situe aux alentours du 16/02 et du 14/04 pour les polyculteurs. Ces 2 mois d'écart jouent un rôle important dans les résultats que nous présentons, compte-tenu de la forte variabilité des prix du lait au premier trimestre.

PRODUIT VIANDE

Le produit viande est composé de la vente des animaux issus de l'atelier lait : réformes, génisses laitières et veaux laitiers.

Les polyculteurs ont augmenté ce poste de 6 €/1 000 l en 3 ans. Cette augmentation n'est pas uniquement due à un prix plus élevé au kilo ou à des animaux plus lourds, mais aussi à des décapitalisation de cheptel. Les éleveurs quant à eux ont seulement augmenté de 2 €/1 000 l, ceci pouvant correspondre au prix de la viande qui a gagné 0,45 €/kg entre 2011 et 2013.

PRODUITS AIDES

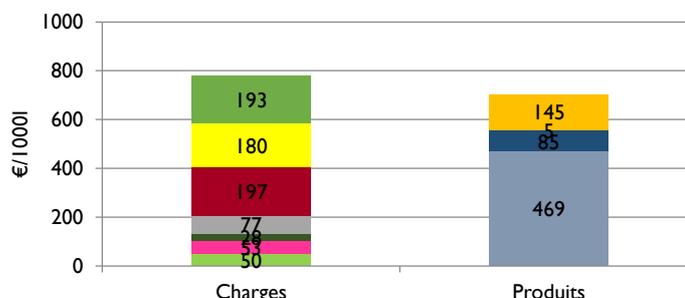
Les aides ont baissé chez les éleveurs puisqu'ils perdent 6 €/1 000 l sur 3 ans. Cette baisse importante (- 11 % du produit) peut-être due à la fin de contrats MAE ou d'aides conjoncturelles, par exemple. Chez les polyculteurs, on rencontre une augmentation de 2€/1 000 l sur ce produit. Les aides de type DPU sont restées stables tant dit que les aides couplées et du second pilier ont pu augmenter de 2 €/1 000 l sur 3 ans.

FOCUS SUR LES EXPLOITATIONS BIOLOGIQUES

Compte-tenu de l'effectif (7 exploitations), une analyse poussée ne serait pas représentative de ce système car de gros écarts intra-exploitations sont rencontrés dus à leur situation : quota laitier, surface, nombre d'animaux, fonctionnement. De plus, 3 de ces fermes étaient en cours de conversion au système biologique sur les années étudiées. Mais globalement, toutes les exploitations sont sur la même tendance et perçoivent la hausse des prix de la même façon. Cependant ils sont plus sensibles aux aléas climatiques qui impactent la sécurité du système fourrager. Il est à noter que les investissements sont conséquents dans ce systèmes à cause des fermes en cours de conversion mais aussi à la spécificité du système biologique.

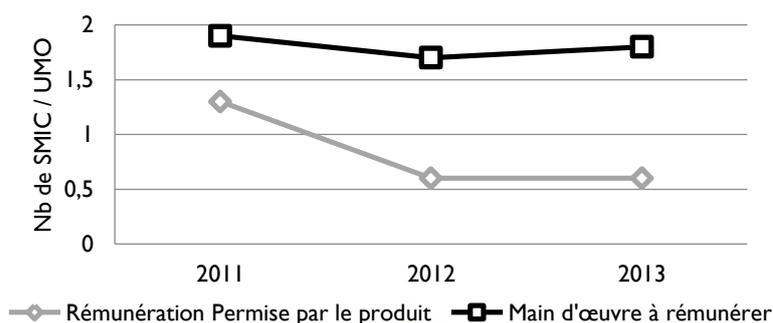
Ci-dessous, nous pouvons retrouver le poids des postes sur les 3 ans pour ce système.

> Charges et produits en élevage laitier biologique (2011 à 2013 - 7 exploitations NPdC Picardie)



Néanmoins, on peut noter que les années de "réussite" ne sont pas les mêmes que pour les conventionnels : en effet, l'année où a été maîtrisé le coût de production était 2011, malgré un prix du lait assez bas. En 2012, la situation se dégrade fortement avec des charges qui augmentent et un prix du lait stable. Enfin, en 2013, le prix du lait gagne près de 50 €/1 000 l, mais la rémunération par le produit ne permet pas de couvrir toutes les charges et de laisser une trésorerie suffisante pour la rémunération du travail exploitant et l'autofinancement.

> Rémunération permise par le produit et main d'œuvre réellement présente



Ces exploitations ont une productivité de la main d'œuvre basse et celle-ci n'a que faiblement augmenté au cours de ces 3 dernières campagnes : + 10 000 l lait/UMO. Cette faible productivité pèse sur les charges que l'on "dilue" avec la production de lait comme les postes de gestion, d'investissement, de rémunération du travail exploitant... De l'autre côté, les charges sont plus pesantes et en augmentation similaire aux conventionnels sur les postes d'approvisionnement des animaux, d'approvisionnement des surfaces, des frais généraux et des sous-postes comme l'eau, l'électricité, le gaz, les carburants.

CONCLUSION

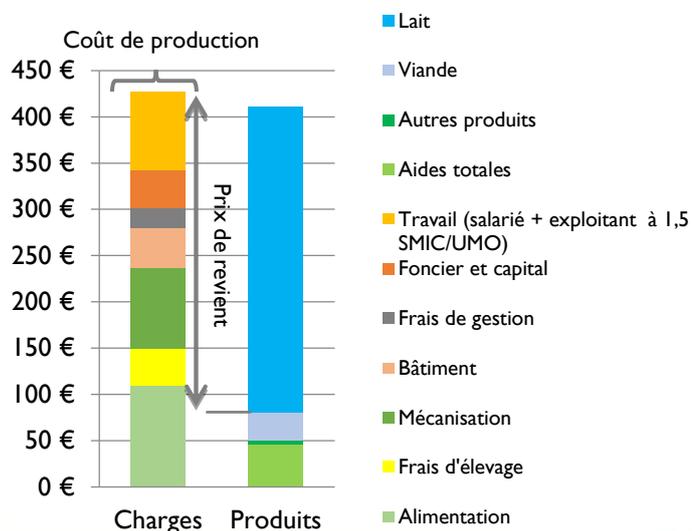
| Systèmes Année | Polyculteurs | | | Éleveurs | | | Biologiques | | |
|--|--------------|------|------|-----------|------|------|-------------|------|------|
| | 2011 | 2012 | 2013 | 2011 | 2012 | 2013 | 2011 | 2012 | 2013 |
| Coût de production (€/1 000 l) | 433 | 463 | 480 | 462 | 488 | 487 | 770 | 810 | 810 |
| Prix de revient (€/1 000 l) | 340 | 368 | 380 | 358 | 380 | 391 | 539 | 563 | 586 |
| Coût de fonctionnement (€/1 000 l) | 421 | 454 | 467 | 421 | 450 | 453 | 741 | 759 | 759 |
| Prix de fonctionnement (€/1 000 l) | 331 | 361 | 376 | 319 | 344 | 356 | 510 | 512 | 535 |
| Prix du lait (€/1 000 l) | 344 | 331 | 374 | 343 | 335 | 369 | 469 | 447 | 492 |
| Prod. de la MO (x1 000 l prod./UMO) | 229 | 237 | 239 | 244 | 250 | 263 | 143 | 141 | 149 |
| Rémun. perm. produit (€/1 000 l) | 57 | 19 | 43 | 67 | 38 | 63 | 123 | 65 | 72 |
| UMO affectée au lait (dont UMO exploit.) | 1,6 (1,2) | | | 1,7 (1,5) | | | 1,7 (1,6) | | |

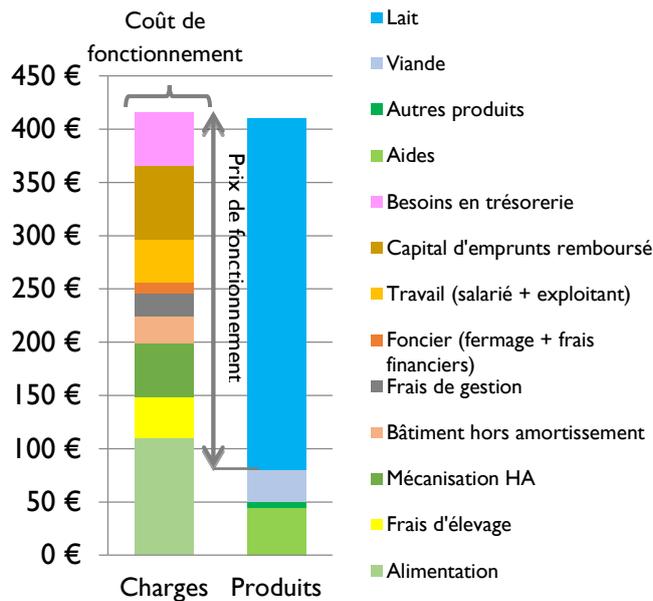
La rémunération permise par le produit est plus élevée chez les éleveurs, avec des charges moins importantes, ce qui amène à un résultat plutôt supérieur à celui des polyculteurs. Cependant, les polyculteurs ont, lors des mauvaises années laitières, un atelier de grande culture pour lisser le revenu. C'est également le cas des éleveurs ayant un atelier viande en complément du lait. **Donc le résultat de l'atelier lait peut sembler plus avantageux pour les éleveurs pour les années étudiées, mais il est important d'évaluer la cohérence et le fonctionnement de l'ensemble de l'exploitation.**

Il est important de consolider sa trésorerie et de la stabiliser afin de faire face aux variations des prix. Les économies peuvent se faire prioritairement sur le poste d'approvisionnement des animaux et des surfaces. L'agrandissement pour "diluer" d'autres postes de charges n'est pas toujours une solution et l'optimisation du système doit être une priorité.

RAPPEL DES DEFINITIONS

Le coût de production (approche comptable) présenté à droite se définit comme l'ensemble des charges nécessaires pour produire le lait. Il s'exprime en €/1 000 litres de lait brut commercialisé. Les amortissements ainsi que la rémunération des capitaux propres sont pris en compte. Le prix de revient du lait est le prix auquel il faudrait vendre le lait pour couvrir l'ensemble du coût de production et rémunérer la main d'œuvre exploitante à 1,5 SMIC/UMO compte tenu des produits viandes de l'atelier lait, des autres produits ainsi que des aides.





Pour le coût de fonctionnement, le principe reste le même que celui du coût de production. En revanche, dans cette approche trésorerie, les amortissements sont remplacés par le capital d'emprunt remboursé qui correspond aux annuités des emprunts à long et moyen terme (ELMT). La rémunération des capitaux propres et des terres en propriété ne sont pas pris en compte. Le besoin en trésorerie est la somme nécessaire pour couvrir la rémunération et les charges sociales des exploitants ainsi que l'autofinancement de l'exploitation. Le prix de fonctionnement est le prix auquel il faudrait vendre le lait pour assurer le fonctionnement de l'atelier en trésorerie. Il est généralement inférieur au prix de revient car les annuités sont souvent inférieures aux amortissements (sauf pour les JA) et souvent plus proche de la réalité la défiscalisation par les amortissements n'entrant pas en jeu.

POUR ALLER PLUS LOIN...

Le coût de production est un outil de pilotage essentiel pour les exploitations. Il s'avère d'autant plus utile de le regarder avant un investissement important, une évolution conséquente de la main d'œuvre... L'optimisation de l'atelier laitier peut se réaliser à l'aide de nombreux leviers, certains agissant plus à court terme que d'autres (l'alimentation notamment). Des fiches leviers ont donc été réalisées par les Réseaux d'élevage afin de répertorier les améliorations possibles poste par poste du coût de production. Retrouver ces fiches sur :

<http://idele.fr/en/services/office-for-international-technical-cooperation/publication/IdedeSolr/recommends/les-leviers-pour-optimiser-le-cout-de-production-en-bovins-lait-nord-picardie.html>
<http://www.chambres-agriculture-picardie.fr>
<http://www.agriculture-npdc.fr/>

Il est également possible de calculer le coût de production de son exploitation lors de formations dispensées par les conseillers de Chambre d'Agriculture.

Document édité par l'Institut de l'Élevage

149 rue de Bercy - 75595 Paris Cedex 12 - www.idele.fr

Septembre 2015 - Référence Idele : 00 15 601 027- ISBN : 978-2-36343-673-3 - Réalisation : Valerie Lochon

Crédit photos : Institut de l'Élevage, Chambres d'agriculture

Ont contribué à ce dossier :

Laurine Magnier (stagiaire à la Chambre d'Agriculture NPdC, Institut Polytechnique Lasalle Beauvais)

Claire Laurin (Apprentie à la Chambre d'Agriculture NPdC, Institut Polytechnique Lasalle Beauvais)

Simon Fourdin - Service Approches Sociales et TRavail en Elevage (ASTRE),

Institut de l'Élevage - Tél. 03 22 33 64 72 - simon.fourdin@idele.fr

Elisabeth Castellan, Chambre d'Agriculture NPdC, elisabeth.castellan@agriculture-npdc.fr

Francis Lammin, Chambre d'Agriculture NPdC - francis.lammin@agriculture-npdc.fr

Quentin Sansen, Chambre d'Agriculture NPdC - quentin.sansen@agriculture-npdc.fr

Sébastien Juliac, Chambre d'Agriculture de l'Aisne - sebastien.juliac@ma02.org

Vincent Yver, Chambre d'Agriculture de l'Oise - vincent.yver@agri60.fr

Virginie Dubos, Chambre d'Agriculture de l'Oise - virginie.dubos@agri60.fr

Christelle Récopé, Chambre d'Agriculture de l'Oise - christelle.recope@agri60.fr

INOSYS – RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

Un dispositif partenarial associant des éleveurs et des ingénieurs de l'Institut de l'Élevage et des Chambres d'agriculture pour produire des références sur les systèmes d'élevages.

Ce document a reçu l'appui financier du CASDAR, de FranceAgrimer, du Conseil Régional de Picardie, du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais et du GIE Lait-Viande Nord-Picardie

